

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
de la commune de VALENCIN  
Séance du 2 Décembre 2024**

L'an deux mil vingt-quatre, le deux du mois de Décembre à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	26/11/2024
Présents :	17	Date de publication	06/12/2024
Votants :	20		

**Présents** : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Yves SERVANGE – Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN – Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Andrée VACHER – M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Véronique BOUCHARD

**Absents** : Mme Audrey BLANCHON donne pouvoir à M Bernard JULLIEN – M Guy DURAND – M Ludovic HIRTH donne pouvoir à Mme Marie DALMAS – Mme Christelle COURTHIAL donne pouvoir à M Daniel MOTA – Mme Vanessa DEVAUX – Mme Virginie CHRISTOPHE

**Secrétaire** : M Jean-Louis CIANFARANI

<b>N° 08</b>	<b>Délibération n° 2024-083</b>	<b>Viabilité hivernale - Mise en place d'un régime d'astreinte</b>
--------------	---------------------------------	--

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique,

**Vu** le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

**Vu** le Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

**Vu** le Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

**Vu** le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

**Vu** l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 Novembre 2024

**Considérant ce qui suit :**

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

**Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

 **INSTAURE** le régime des astreintes selon le dispositif suivant :

Article 1<sup>er</sup> – Motifs de recours aux astreintes

La mise en œuvre des astreintes est destinée à

- assurer la viabilité hivernale du 1<sup>er</sup>/11/N au 31/03/N+1

L'agent en fonction des prévisions météorologiques sera prévenu, au plus tôt, de la mise en place de l'astreinte qui pourra intervenir aussi bien en semaine que le week-end.

Article 2 – Le personnel concerné

Il sera possible de recourir aux astreintes pour les agents titulaires – stagiaires – contractuels de la filière technique occupant les emplois suivants : agent polyvalent des services techniques – coordonnateur du service technique – responsable du service technique, sur les grades suivants :

- adjoint technique,
- adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe
- agent de maîtrise

Article 3 – Modalités d'application

Il est fixé, comme suit, les modalités d'application du régime des astreintes et des interventions, accomplies par les agents titulaires et stagiaires et agents non titulaires de la collectivité :

Situations donnant lieu à astreintes et interventions	Services et emplois concernés	Modalités d'organisation	Modalités d'indemnisation
<i>Filière technique (Astreintes d'exploitation)</i>			
Viabilité hivernale (dont salage, déneigement)	Service technique : Agent polyvalent des services techniques – Coordonnateur des services techniques – responsable de service technique	01/11/N au 31/03/N+1	L'astreinte fera l'objet d'une indemnisation au taux en vigueur  Les heures d'intervention effectuées par l'agent durant sa période d'astreinte feront l'objet d'un repos compensateur sur les périodes où l'activité du service technique est jugée par l'autorité territoriale moins tendue

Pour la viabilité hivernale, l'agent sera informé au plus tôt en fonction des prévisions météorologiques.

En cas de délai de prévenance inférieur à 15 jours, l'indemnité d'astreintes sera majorée de 50 %.

- ✚ **DIT** que, sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année
- ✚ **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget principal
- ✚ **AUTORISE** l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire  
Bernard JULLIEN



Le secrétaire  
Jean-Louis CIANFARANI

A black ink signature of Jean-Louis Cianfarani.

Pour copie conforme,  
Valencin, le 06/12/2024  
Transmis à la sous-préfecture  
Le 06/12/2024